

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19135 - 74ÈME ANNÉE

Détournement d'un dispositif d'insertion des jeunes pour remplacer des fonctionnaires

Service civique contre statut de la fonction publique

Une annonce de la Direction des Finances publique pour un poste de chargé de la mise à jour du fichier immobilier des services de publicité foncière souligne une des méthodes visant à remettre en cause le statut de la fonction publique : détourner le service civique afin de pallier aux suppressions de postes de titulaire.

La Direction régionale des Finances publiques de La Réunion est à la recherche d'un chargé de la mise à jour de son fichier immobilier. Selon l'annonce déposée, ce fichier « recense les éléments relatifs à l'ensemble des propriétés bâties et non bâties ». Il enregistre les actes des notaires afin de garantir « la sécurité juridique des transactions immobilières ». L'annonce précise que ce fichier est tenu par les agents des Finances publiques et des volontaires en service civique.

Pour contribuer à la mise à jour de ce fichier, cette administration recherche une personne titulaire au minimum d'un Master 2. Autant dire que ce poste équivaut à un cadre A de la fonction publique. Mais la Direction des Finances publiques n'organise pas de concours pour recruter la personne adéquat. Elle propose un contrat de volontaire service civique, rémunéré 724 euros brut par mois pour 35 heures de travail, somme pouvant être majorée à

1.500 euros brut si la personne recrutée n'habite pas à La Réunion et vient s'y établir.

Le « traitement de droit commun » du service civique est un salaire largement sous le SMIC, trois fois moins important que celui d'un fonctionnaire débutant à La Réunion, pour un même niveau de responsabilité. De plus, un volontaire service civique ne bénéficie pas du statut de la fonction publique et reste soumis à la précarité.

C'est une illustration concrète de ce qui se prépare si jamais le gouvernement arrivait à mettre à exécution son plan de suppression de 120.000 postes de fonctionnaire. Diminuer le nombre d'agents titulaires ne baisse pas la

somme totale du travail à accomplir. Pour faire face à ces besoins pérennes, les administrations recrutent donc des personnels sous un autre statut. C'est ainsi que le service civique est détourné de son usage. Ceci permet à des administrations d'avoir sous la main des jeunes diplômés, suffisamment qualifiés pour remplir une mission de cadre A de la fonction publique mais sans les garanties offertes par le statut, avec un salaire inférieur au SMIC.

Ceci montre que le détournement du service civique est une des méthodes pour mettre fin progressivement au statut de la fonction publique.

M.M.

Apartheid social dans la précarité

Selon le « JIR » d'hier, jusqu'à présent, les volontaires service civique recrutés aux Finances publiques étaient payés 1500 euros brut par mois, soit l'indemnité de base plus celle consacrée aux frais de logement. Mais un récent contrôle a imposé le strict respect de la loi : l'indemnité de logement ne doit être versée qu'aux personnes qui doivent déménager depuis un autre département pour prendre le poste.

D'où une inégalité entre précaires, avec un gouvernement qui a réussi le tour de force de créer un apartheid social entre les salariés les moins bien payés des services publics. Celui qui vient de France pourra prétendre à 1500 euros brut par mois, tandis que celui qui vit à La Réunion n'aura droit qu'à 721 euros. Cette inégalité est imposée par la loi. Elle n'est pas sans rappeler ce qu'un précédent gouvernement a décidé peu après la loi abolissant le statut colonial : verser un salaire plus important qu'en France à une partie des travailleurs, et refuser l'égalité des salaires avec la France pour les autres travailleurs.

La mobilisation continue

Kolektif du 9 Oktob : «soubat pou nout dignité»

Un communiqué diffusé hier annonce la création du Kolektif du 9 Oktob, qui avait tenu samedi sa première conférence de presse.



Ce mardi 9 octobre, nous étions plusieurs milliers à manifester pour nos retraites, pour l'emploi, pour nos études, pour nos aides sociales, pour le service public et contre la vie chère et le chômage. Mais le combat est loin d'être terminé. Après le succès du 9 octobre, ni tienbo ni larg pa ! Nous avons donc créé le Kolektif du 9 Oktob.

Le Kolektif du 9 Oktob a donné sa première conférence de presse devant le CHU de Saint Pierre ce samedi 13 octobre, pour montrer notre soutien aux salariés du secteur santé.

Nous communiquerons bientôt sur nos prochaines actions, et invitons tous les Réunionnais à nous rejoindre pour continuer à se mobiliser.

L'ér la arivé pou nou réfléshi épi mèt ansanm tout sat nou pans. Lo Kolektif du 9 Oktob apel tout sat i vé soubat pou nout dignité a nir èk nou !

Contact :
kolektif9oktob@gmail.com

In kozman pou la rout

« I fo mi, i ranpli pa jarlor la vi ! »

Si zot I akout in pé d'moun zot la sirman romark in n'afèr : néna demoun I di é I ardi : "I fo mi", "I fo mi"...Z'afèr-la I rovien toultan dann z'ot konvèrsasyon. Si tèlman ou lé a d'mandé si lo moun néna in bonpé travaye an rotar. Sansa ou I pé domandé si néna in moun po obliz ali fé tout z'afèr li di li néna pou fé é mèm ou i pé d'mandé si lo moun la pa la pèrsone èl mèm apré donn aèl in takon zafèr pou fé. I fo mi kui manzé pou domin, i fo mi pass lankostik dann salon, i fo mi balèye tèl androi, i fo mi pass la méri, i fo mi sa pèye mon mityèl... Asé "ifomi" ou i shof la tèt toulmoun avèk out program sirsarzé. An pliské sa, kan ou I artrouv ali, in n'ot foi, li néna ankor in shapit pou li résité. Ou i èmré di ali, son shapit zobligasyon ? La pa avèk sa i ranpli jarlor d' la vi. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

400.000 pauvres à La Réunion : de quelle démocratie parle-t-on ?

C'est aujourd'hui qu'a lieu la Journée mondiale du refus de la misère. Une initiative d'ATD Quart-Monde sur le Parvis des Droits de l'Homme à Champs-Fleuri rappellera l'importance de lutter pour cette cause importante.

Cet événement prend en effet une dimension particulière à La Réunion. Plus de 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La dernière étude de l'INSEE sur la pauvreté a constaté que pour les personnes les plus gravement touchées, la situation s'est empirée. C'est une conséquence d'un système qui rejette la moitié des travailleurs dans la précarité, car il estime qu'il n'a pas besoin d'eux. Les conséquences sont bien évidemment dramatiques. Cela se traduit par une crise sociale et politique. Les élections qui se succèdent battent à chaque fois des records d'abstention. Elles soulignent que de plus en plus de personnes ne croient plus que ce régime peut apporter des solutions. Et il s'avère que les couches de la population les plus touchées par ce phénomène sont les jeunes et les pauvres.

La présidentielle et les législatives de 2017 ont en effet marqué un tournant. Car au premier tour, plus de la moitié des électeurs ont refusé de voter, alors que ces scrutins ne font pas habituellement l'objet d'une telle désaffection. Ceci fait craindre l'établissement d'un système où moins de la moitié des électeurs participeraient à la décision, ce qui automatiquement pose le problème de la légitimité des représentants issus de ces scrutins. D'où une question qui s'impose : de quelle démocratie parle-t-on quand un système abandonne la moitié de la population ?

En effet, l'histoire a montré que ce sont les pauvres qui sont les éléments moteurs du changement. Ce sont eux qui ont la capacité en se levant de faire éclater la superstructure qui veut figer une société dans les inégalités. Ce qui se vérifie quand ils arrivent à s'organiser. C'est clairement une menace pour les tenants de ce système structurellement inégalitaire. Cela amène à se demander si l'éloignement des pauvres de la décision politique n'est pas le but recherché par ce système, afin qu'une minorité choisisse au nom de tout un peuple ?

C'est une illustration supplémentaire du blocage du système en place, et de la nécessité de le dépasser.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

La dystopie libérale

Attention, ami lecteur, tu ne liras ici que du second degré. Prends-en bonne note.

Notre Terre se trouve dans une situation remarquable : le spectacle merveilleux de nos volcans, océans, paysages pittoresques, jonchés de plastiques luisants, parsemés de centrales nucléaires qui participent à la fabrique des nuages, décorés de somptueuses monocultures, à l'horizon barré de villes allant jusqu'à gratter le ciel. Notre climat modifié nous permet de circuler là où les glaces nous barraient le passage, et d'occuper ces terres dégelées pour qu'elles produisent. Car il nous faut produire. Et consommer. Dans un élan magnifique, nous, Humains, sous anesthésie, en souscrivant à l'assurance-bonheur-consommation, organisons notre suicide.

La recette dont nous faisons usage par les temps présents est celle du suicide collectif par consentement mutuel inconscient. Quelques exemples : nous sommes dans l'incapacité de réguler notre démographie. Les suicidés organisent la disparition des suicidés avant de disparaître à leur tour s'ils le désirent. En un rien de temps, par gymnastique quotidienne de soumission mentale admise, ou par une force médiatique ciblée, ou un plan général d'endettement des citoyens.

L'endettement est un processus : on ne peut concevoir la puissance du consortium bancaire et financier sans s'assurer d'un asservissement à l'emprunt. Sinon comment robotiser le producteur de légumes, l'éleveur de porcs, l'exploitant céréalier, l'industriel automobile, et tous ceux qui nécessitent l'argent qu'ils ne possèdent pas ? Car l'économie réelle a depuis longtemps disparu. Elle est supplan-

tée par une économie financière qui règle les modes de gestion de la planète. Les vocables de « projet politique et social » n'ont plus cours. C'est devenu une dystopie ; elle répond à une technique planifiée, rôdée, chaque jour améliorée, en partie grâce au territoire de médiation fulgurante qu'est le cyberspace. En voici un résumé :

- Régler le programme de production et de consommation, invoquer le travail et l'emploi en les survalorisant de façon à culpabiliser tout individu désireux d'échapper à la règle.

- Lancer une campagne d'information/obligation de consommation grâce à la stratégie de la peur. Pour cela, cibler l'objet de consommation, et détourner l'attention de tous les objets non rentables, en les déclarant non consommables, ou dangereux.

- Placer sur le Marché les produits surdosés et les machines surdimensionnées en les faisant apparaître comme uniques solutions. S'assurer que ces produits ont une capacité de pollution, voire de destruction, afin de vendre, par la suite, des procédés de réparation. Qualifier cet ensemble comme « développement durable » et en créer un ministère pour les fonctions administratives qui s'y rapportent.

- Confisquer le « Bien Commun », breveter le vivant, le soumettre au Marché, organiser sa rareté pour en attiser sa spéculation. Par exemple, 30% des espèces ont disparu depuis l'avènement de l'anthropocène, c'est peu : il faut créer un milieu plus favorable à la spéculation.

- Circonvenir le Législateur pour obtenir des lois interdisant la

gratuité du « Bien Commun ». Condamner les récalcitrants : il existe encore des législateurs humanistes capables de faire capoter le projet de suicide collectif par consentement mutuel inconscient, c'est agaçant.

- Inventer le langage approprié-la Novlangue-, et le faire passer dans toutes les institutions éducatives. Exemples : « développement durable » ; « partenariat public privé » ; « produits naturels peu préoccupants ».

- Instaurer une névrose institutionnelle à médiatiser à outrance.

Une fois mis en place cet appareil de commande, l'endettement vient de lui-même. Le montage de n'importe quelle entreprise suppose l'emprunt avec contrat de remboursement sévèrement taxé. L'entrepreneur ne pourra toucher de primes qu'à la condition de réaliser ce que le programme lui ordonne : il est exécutant manipulable à vie. Sans primes, il ne peut rembourser. En cas de défaillance, il se suicide : limpide.

Il ne s'agit que du suicide direct. Le Grand Suicide est organisé par une petite quantité de suicidés, moins de 10% de la population. Ils agissent en toute liberté au nom de n'importe quel argument économique malgré une vague prise de conscience des citoyens, conditionnés à ne surtout pas écouter les arguties d'écologistes depuis longtemps fatigués de les rabâcher.

Il reste quelques points à régler dans cette implacable dystopie. Par exemple le grave problème de la répartition de l'eau. Nous en sommes terriblement dépendants, et sa pénurie menace tout le monde, y compris les suicidés : c'est inacceptable. Les

tentatives de manipulation des nuages ou de maîtrise climatique sont autant d'échecs. Nous sommes tous égaux devant l'eau. La biosphère est une mince pellicule imprégnée d'eau autour de la planète. Hors d'elle nulle vie. L'eau que nous consommons a été bue avant nous par les plantes, les animaux, puis évaporée, rejetée dans le sol ou l'atmosphère : tout finit à l'eau.

D'où l'idée géniale de l'empoisonner : splendide outil de guerre finale. Mais comment épargner les organisateurs ? Une goutte d'eau de pluie est le résultat d'une accréation de microgouttelettes, qui s'est formée par condensation sur une impureté : c'est un liquide « informé ». La vie est directement tributaire de cette information. Il peut pleuvoir de l'engrais, de la nourriture, ou du poison ; Or nous savons très bien empoisonner l'air, donc l'eau. Mais nous ne savons pas séparer l'eau des riches de celle des pauvres.

L'Humanité est-elle réellement en fin de vie ? Pas un colloque sur l'environnement qui n'aborde le sujet. Et il nous faut persévérer dans l'organisation de notre disparition. Nos gouvernants n'ont de solutions qu'insatisfaisantes pour notre suicide collectif par consentement mutuel inconscient. Comment faire plier la dystopie pour accéder à l'utopie de notre disparition ? Bienvenue dans « 1984, le meilleur des mondes ».

Bruno Bourgeon

Conférence d'Elyett Rasendratsirofo

« Les crises politiques ne sont pas une fatalité à Madagascar »

Sous le co-parrainage des "Amis de l'Université de La Réunion" et de l'Association des Étudiants Malgaches de La Réunion, une conférence sera faite par Elyett Rasendratsirofo, ancienne haut fonctionnaire et ancienne ministre de la Grande Ile, sous le titre interrogatif : "Les crises politiques ne sont pas une fatalité : pour les prévenir, quelles institutions pour Madagascar ?".



Cette conférence sera faite le samedi 20 octobre 2018 à 14 heures, dans le grand salon de la Mairie de Saint-Denis. C'est le professeur André Oraison qui aura l'honneur de présenter cette conférencière. Voici la présentation de cette conférence :

«Dans l'Indianocéanie incarnée au plan institutionnel par la Commission de l'océan Indien (COI), créée à Victoria le 10 janvier 1984, Madagascar occupe une place centrale par l'étendue de son territoire, l'importance numérique de sa population ainsi que par son processus original de formation étatique qui est bien antérieur au phénomène colonial français. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater que depuis l'indépendance de la Grande Ile proclamée le 26 juin 1960 par le premier Président de la première République malgache, Philibert Tsiranana, le 26 juin 1960, les événements politiques majeurs, mouvementés et souvent sanglants survenus à Madagascar ont souvent eu des échos et des répercussions dans les pays environnants et notamment à La Réunion. C'est dans ce contexte que nous écouterons attentivement les observations, les critiques et les suggestions pour l'avenir institutionnel de Madagascar qui seront faites par Madame Elyett Rasendratsirofo. André Oraison, Professeur des Universités, Juriste et politologue».

Oté

Bon zoutiy, mové zoutiy, bon zouvriyé, mové zouvriyé

Na poin lontan moin la trouv in kamarad, in pé d'tan moin té pankor vi ali. Ni parl dé shoz é d'ot é momandoné nout konvèrsasyon i tonm dsi mon bann « Oté » an kréol rényoné, zistoman dann nout zournal Témoignages. Pass dsi sak nou la di, mé néna in n'afèr la poz amoin kaziman inn kol mi ariv pa démaye amoin dodan.

Li la di amoin sak mi ékri dann kréol rényoné sé bann tèks fransé moin la mète an kréol é lé normal pars i pé pa fé otroman... San fèr par éksopré, li la obliz amoin késtyone amoin dsi sak mi fé dopi plis dizan kan mi ékri mon bann biyé pou zoinal Témoignages. In sèl parad li la bouskil mon l'opinyon, dsi sak mi fé épi dsi sak d'ot ankor la fé avan moin é va fé apré moin pars nou lé d'pasaz dsi la tèr. Lé vré é nout kréol rényoné va viv ankor lontan apré nou.

Si sak li di lé vré, i vé dir dopi tout tan-la, plis dizan, mi pass par koté sak nout lang kréol rényoné i ofèr amoin-konm pou tout sak i ékri dann kréol rényoné - in bon zoutiy pou in vizyon dsi lo mond kan mi di : « in lang sé in vizyon dsi lo mond, dé lang sé dé vizyon, troi lang sé troi vizyon... ». Donk an tan k'ékrivèr moin la pass par koté sak moin mèm, zour pou zour, défoi nuite pou nuite, mi pans moin l'apré fé : mète a l'ékri in vizyon dsi lo mond konm mi oi ali , konm mi santi ali, konm mi antann ali, konm mi touch ali, konm mi goute ali, san obliy lo sizyèm sans i pèrmète dékod tousala épi déboush dsi in tablo i kos-kost a nout fason avèk nout réaltité.

Dizon si mi vé di lé shoz in n'ot fason : lang kréol rényoné i ofèr amoin in vizyon dsi lo mond mé mi ariv pa bien sézi l'afèr, dopi dé zané é dé zané, donk mi vien pa bou ékri an kréol rényoné sof pou mète an kréol bann tèks an fransé. Antansyon, mi di pa lo moun la di sa néna tor kan li koz franshman sé son vizyon ali par raport sak mi ékri. Kamarad ! Antansyon mi an vé pa d'ou mé kan ou i di an plis sak moin la mark an-o la : koman fèr otroman ? Si i gingn pa fé otroman alor sa i vé dir lo zoutiy lé pa bon. Sa i vé dir nout lang kréol rényoné la pa in bon zoutiy pou pèrmète anou ékri lo mond konm ni oi, konm ni san, konm ni antan, konm ni touch ali, konm ni goute ali, avèk lo sizyèm sans pou done anou in bon koudmin.

Antansyon, landroi moin lé fine arivé, in pé-sak la gingn kouraz pou lir dopi la o - lé riskab di zot i konpran pa mon viré tourné. Mé inkyète pa moin va ésplik azot sa : in zoutiy sé in zoutiy, la lang kréol rényonèz sé in zoutiy. In bon, in mové zoutiy ? Pètète in bon pou sak i manyé ali bien, pètète i sifi pa pou sak i manyé ali dan lé zapépré... Final de kont mi profèr i di nou néna in bon zoutiy mé justin i gingn pa bien manyé ali konm k'i fo. Mi profèr pa k'i di nout kréol rényoné sé in mové zoutiy. Pars l'èrla sré konm k'i diré in rash-kèr pou moin é pou d'ot ankor..

NB-Alé, ni artrouv é sak la tête i fé mal, éskiz amoin pou lo tizane éféralgan zot sar bliyé pran par mon fote-tout fason sa i pous konm mové zèrb alor la pa sa k'i mank.

Justin